



observatoire suisse du droit d'asile et des étrangers  
schweizerische beobachtungsstelle für asyl- und ausländerrecht  
osservatorio svizzero sul diritto d'asilo e degli stranieri

**Communiqué de presse**

Berne, le 27 mai 2010

## **Non à toujours plus de répression dans l'aide d'urgence!**

**L'Office fédéral des migrations (ODM) a publié aujourd'hui un nouveau rapport sur l'aide d'urgence, qui conseille aux cantons différents instruments pour augmenter encore la répression. Le système d'aide d'urgence est un échec, dénonce une coalition d'ONG. La précarisation ne conduit pas certaines personnes concernées à quitter volontairement la Suisse, d'autant plus qu'elles craignent d'être persécutées en cas de retour dans leur pays.**

Dans une prise de position commune, l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR, Amnesty International Section suisse, Solidarité sans frontières et l'Observatoire suisse du droit d'asile et des étrangers dénoncent le fait que de plus en plus de requérants déboutés sont pour une longue durée à l'aide d'urgence et que celle-ci ne respecte souvent pas la dignité humaine.

Les personnes les plus touchées sont les personnes vulnérables comme les familles, les femmes, les enfants et les personnes âgées. Le rapport suggère que toutes les autres personnes déboutées ont quitté la Suisse pour rentrer dans leur pays, parce qu'elles n'apparaissent pas dans les structures d'aide d'urgence. Cette affirmation doit être sérieusement mise en doute. Il est bien plus probable que les personnes qui arrivent à se débrouiller en Suisse ne sont pas assignées à l'aide d'urgence tandis que les plus faibles – femmes, enfants, familles et personnes âgées – recourent au contraire davantage à cette aide. C'est pourquoi il est urgent de mettre sur pied une solution qui respecte la dignité humaine. De plus, les droits des enfants, comme le droit à aller à l'école et le droit à des soins médicaux adaptés, doivent impérativement être garantis.

Les organisations signataires doutent que des mesures encore plus répressives vont conduire les personnes concernées à partir. La Confédération et les cantons devraient bien davantage travailler à des retours dans la dignité et proposer des informations, des aides au retour attrayantes et des conseils individualisés.

Malheureusement, le rapport ne reflète que la vision des autorités fédérales et cantonales. La réalité vécue par les personnes concernées est complètement négligée, de même que les expériences de la société civile.

Davantage d'informations:

**Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR:**

Adrian Hauser, porte-parole: 079 558 38 59, [adrian.hauser@osar.ch](mailto:adrian.hauser@osar.ch).

**Amnesty International:**

Manon Schick, porte-parole: 079 430 14 68, [mschick@amnesty.ch](mailto:mschick@amnesty.ch)

**Solidarité sans Frontières:**

Balthasar Glättli, secrétaire général, 076 334 33 66, [sekretariat@sosf.ch](mailto:sekretariat@sosf.ch)

**Observatoire suisse du droit d'asile et des étrangers:**

Claudia Dubacher, directrice, 079 658 46 12,

[claudia.dubacher@beobachtungsstelle.ch](mailto:claudia.dubacher@beobachtungsstelle.ch).